

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 2023
DÉLIBÉRATION N°2023-44

Le 17 novembre 2023 à 10h00, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Dominique Darbon.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	M. Pujolar (représentant Dean Lewis)	M. Lartigau	M. Etchecaharreta
	M. Gallet	M. Leys	Mme. Papin
	M. Potier	Mme. Bosdecher	M. Compagnon
	M. Tiberj	M. Ferrié	Mme. N'diaye
	Mme. Pistre	Mme. Nakanabo Diallo	Mme. Lecis Cocco Ortu
	M. Rouger	Mme. Pairo	M. Diard
	M. Douberchtein-Grigorieff	M. Fourier	Mme. Bonnaud
	M. Ballet	M. Lambert	Mme. Delfaud
Es qualités	Mme. Pénélaud (DRFIP)	M. Darbon (Directeur)	Mme. Da Silva (représentante Rectrice)
	Mme Couderc (DGS)		
Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Mme Bertrand Dorléac	Mme. Colin	M. Déloye
	Mme. Gaudin		Mme. Duchesne
Absents n'ayant pas donné procuration	Sans objet		

ÉLECTION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES USAGERS POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024

Vu les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu les articles R.741-3 et R.811-10 à R.811-42 du code de l'éducation ;

Considérant que le pouvoir disciplinaire est exercé par le conseil d'administration constitué en sections disciplinaires. Le pouvoir disciplinaire permet de sanctionner :

- Toute situation de fraude ou tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;
- Tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'établissement.

Considérant que la section disciplinaire d'un établissement public d'enseignement supérieur à caractère administratif peut être composée de 8 membres comme suit :

- 2 professeurs des universités ou assimilés (une femme/un homme) ;
- 2 maîtres de conférences ou assimilés (une femme/un homme) ;
- 4 usagers titulaires (2 femmes/2 hommes).

Considérant que du 10 octobre au 12 octobre 2023 les représentant-e-s des enseignant-e-s et enseignant-e-s-chercheur-e-s de l'établissement au sein du conseil d'administration ont été élus pour trois ans ;

Considérant que du 17 au 19 octobre 2023 les représentant-e-s des étudiant-e-s de l'établissement au sein du conseil d'administration ont été élus pour l'année universitaire 2023-2024 ;

Considérant que les quatre représentants étudiants membres de la section disciplinaires sont élus au sein du conseil d'administration par et parmi les représentants élus titulaires auquel ils appartiennent ;

Considérant que la moitié des sièges est à pourvoir par des femmes, l'autre moitié par des hommes ;

Considérant que les neuf élus étudiants ont procédé à l'élection des quatre représentants étudiants à la section disciplinaire ;

Considérant que pour les autres collègues (maître de conférences ou assimilés et professeurs des universités ou assimilés), il y a des sièges manquants et un appel à candidature et une élection doivent être réalisés ;

DÉCIDE

Article unique :

La composition de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de Sciences Po Bordeaux pour l'année universitaire 2023-2024 sera déterminée par arrêté du Directeur de l'établissement après appel à candidature et élection organisée conformément au code de l'éducation.

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	30
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

